

— PALESTINE —

LA VIE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Le témoignage de deux maires palestiniens



La semaine dernière en Cisjordanie et à Gaza territoires arabes occupés depuis 1967 par l'armée israélienne, les maires et élus communaux démissionnaient pour protester contre l'arrestation, l'emprisonnement de Bassam Chakaa et la menace d'expulsion qui pèse sur lui.

Parmi eux, Karim Khalaf, maire de Ramallah, et Mohamed Milhem, maire de Halhoul. Au mois de mai 1979, le Conseil Mondial de la Paix organisait à Bâle, en Suisse, une conférence internationale de solidarité avec le peuple de Palestine. Karim Khalaf et Mohamed Milhem présentaient un rapport sur les conditions de vie dans les territoires occupés et sur les conditions d'instauration de la paix dans cette partie du monde.

Nous présentons à partir d'aujourd'hui de larges extraits de leurs interventions.

On comprendra, à les lire, pourquoi le peuple palestinien, plus que n'importe quel autre, a besoin de la paix au Moyen-Orient.

On comprendra aussi le lien étroit qui existe entre les droits du peuple palestinien et le problème de la paix dans cette région du monde.



KARIM KHALAF
Maire de Ramallah

«En abordant la question des droits de l'homme du peuple arabe de Palestine sous occupation israélienne, je propose de donner un aperçu sur la vie quotidienne des Palestiniens sous occupation étrangère en me basant sur mes connaissances acquises en ma qualité de Maire de Ramallah et en tant que citoyen privé vivant en territoire occupé. (...)

JÉRUSALEM

Une des premières mesures prises par les Israéliens en 1967 et qui est à l'origine d'une grande douleur et amertume fut l'annexion illégale de la partie orientale de Jérusalem connue sous le nom de cité ancienne de Jérusalem.

L'annexion de Jérusalem l'a séparée du point de vue politique, administratif, économique et éducatif des autres territoires israéliens. Israël a ensuite procédé à l'expropriation de territoires et de bâtiments, à démolir quelques-uns des édifices historiques de l'ancienne cité, à creuser la terre en dessous de la mosquée Al Aqsa, à profaner les lieux saints et à entourer la ville de bâtiments dont l'architecture ruine complètement la fameuse image de Jérusalem créée par la ligne élancée (vers les cieux) des édifices ainsi que son style architectural spécifique. En même temps on procède à évincer un certain nombre d'habitants originaires de Jérusalem et à les remplacer par des immigrants et colons juifs afin d'atteindre une population qui se compose à 2/3 de Juifs et à 1/3 d'Arabes. Jusqu'à présent plus de 50.000 Israéliens se sont établis dans les parties

le Magistrat militaire israélien chargé de l'éducation a interdit 1.188 livres traitant de religion, d'histoire ainsi que de certains aspects de la science. (...)

Une nouvelle baisse du niveau scolaire est due aux mesures prises par les autorités israéliennes. Arrestations, interrogatoires, amendes et parfois même clôture d'école pour des durées variables. Il en résulte que les étudiants perdent chaque année environ 25 pour cent des journées scolaires. (...)

Il n'est pas habituel que les étudiants soient convoqués pour être interrogés sur les activités universitaires, sur les membres du corps enseignant ainsi que sur d'autres étudiants; et ils sont sujets à des manœuvres d'intimidation et à des menaces; aussi le personnel administratif des universités est-il souvent convoqué dans l'office du Gouvernement militaire.

Le président de l'université de Bethléem dit qu'il se plaint du gouverneur militaire de cette ville, principalement à cause de «son ingérence permanente dans les affaires intérieures de l'université en intervenant ainsi dans le processus académique et en détournant trop l'attention et le temps du secteur des problèmes académiques.»

SANTÉ

Les services de santé partagent le même sort. Non seulement il n'y a pas eu de développement — pour ce qui concerne l'installation d'hôpitaux et de nouvelles sections, l'augmentation du personnel, l'amélioration de la qualité et de la quantité d'équipement etc. — mais les services de santé n'ont même pas été tenus au niveau de 1967.

En 1967 on comptait 11 hôpitaux d'Etat et trois autres devraient ouvrir leurs portes. Aujourd'hui après 12 ans d'occupation il n'y a que 10 hôpitaux, y compris l'Hôpital d'Etat à Jérusalem. En outre, alors qu'antérieurement à 1967 l'hospitalisation dans un hôpital d'Etat n'impliquait qu'un paiement minimal pour les chambres privées et était gratuite pour les salles d'hôpital, maintenant les malades logés dans les grandes salles d'hôpital doivent payer une somme de 100 livres par jour, ce qui dépasse le revenu journalier moyen des travailleurs. (...)

Le 23 mai, lors de sa 31ème assemblée l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exprimé «son inquiétude profonde à propos des mauvaises conditions sanitaires et psychologiques

endurées par les habitants des territoires arabes occupés» et a condamné Israël pour avoir pris des mesures créant des conditions sanitaires, sociales, psychologiques et mentales hostiles à la population.

L'ÉCONOMIE

Depuis 1967, l'économie de la rive occidentale a été gérée de façon à servir les intérêts de la politique israélienne. Trois décisions prises par le Gouvernement d'Israël ont influencé et modelé le développement économique ultérieur de la rive occidentale :

1) La politique de «ponts ouverts» (open bridges) entre la rive occidentale et la rive orientale :

2) La politique de «frontières ouvertes» (open borders) entre Israël et les territoires occupés;

3) La politique visant à favoriser et à encourager l'emploi de main-d'œuvre en Israël.

La politique économique d'Israël résultant des décisions mentionnées plus haut répondait aux besoins de l'économie israélienne et envisageait un élargissement du marché pour les marchandises israéliennes dans les territoires occupés et la vente de l'excédent en marchandises agricoles et industrielles de la rive occidentale sur la rive orientale. Aussi assurait-elle à Israël une certaine réserve financière et lui servait de source de revenu et de main-d'œuvre bon-marché pour les entreprises israéliennes (en moyenne le salaire des travailleurs arabes ne fait que 40 % du salaire des travailleurs israéliens et cette différence de rémunération est augmentée par les contributions à payer pour les services sociaux, le secours médical et indemnités de chômage qui ne sont pas prévus pour les travailleurs arabes). (...)

(...) L'exode que connaît le secteur agricole de la rive occidentale et la mutation de main-d'œuvre vers les centres de constructions en Israël est un résultat des restrictions concernant la terre que pouvaient utiliser les cultivateurs arabes et même la quantité d'eau qu'il leur était permis de puiser de leurs propres puits pour irriguer leurs terres. Ensuite les cultivateurs devaient essayer de trouver des débouchés pour leurs produits qui ne pouvaient pas concourir avec les marchandises subventionnées israéliennes sur les marchés de la rive occidentale.

COLONISATION ET EXPROPRIATION DES TERRES

Une politique d'expropriation et de colonisation a été pratiquée depuis 1967. Sans compter une douzaine de quartiers résidentiels dans la partie orientale de Jérusalem où demeurent environ 50.000 Israéliens, il existe maintenant plus de 90 colonies en territoires occupés, dont 50 sur la rive occidentale et où résident approximativement 52.000 Israéliens.

Ce processus est entrain d'être accéléré davantage et les colonies pullulent sur la rive occidentale — depuis la ratification du traité de paix séparé entre l'Égypte et Israël 15 colonies ont déjà été approuvées.

La politique de colonie vise à faire de la rive occidentale une partie intégrante d'Israël.

La démolition du quartier historique (MUGHRABI) de l'Ancienne cité de Jérusalem constituait une des premières actions entreprises par les Israéliens après l'occupation de la rive occidentale. Quel était leur but ? L'aménagement d'un parking à proximité du Mur des lamentations.

Cette action fut suivie de nombre d'atrocités commises sous prétexte de mesures de «sécurité». La politique déployée par Israël depuis 1949 et qui consiste à déclarer certaines régions territoriales «fermées», à chasser les habitants et à démolir leurs habitations a été reprise après la guerre de juin 1967. Non loin de Ramallah trois villages — Emmaüs, Yalo et Beit Nouba — ont été complètement effacés et si maintenant on suit la route au bord de laquelle étaient situés les trois villages on peut apercevoir les colonies «Canada Park» et «Minohorn».

Des colonies pareilles à celle de Mivohorn pullulent partout dans le territoire occupé puisqu'on tente de créer des faits qui feront de l'incorporation des territoires occupés à Israël l'unique solution possible de la situation actuelle.

Il y a peu de temps le Gouvernement travailliste d'Israël affirmait que le processus de colonisations était dû à l'activité de l'organisation nationaliste ultra Gush Emunim, tout en accordant les fonds nécessaires, les services sociaux et l'aide armée aux colonisateurs. J'ai personnellement assisté à l'aide portée par l'armée à un groupe de colons Israéliens alors qu'ils harcelaient les habitants du village arabe Deir Abu Mish'al. Pendant quarante-cinq jours les colons juifs entraînaient au village qui était sans défense, tiraient des coups de fusil, brisaient les vitres et les poignées de portes et lançaient des injures obscènes aux villageois en les obligeant à quitter les lieux — tout cela s'est produit sous l'écran de protection de l'armée.

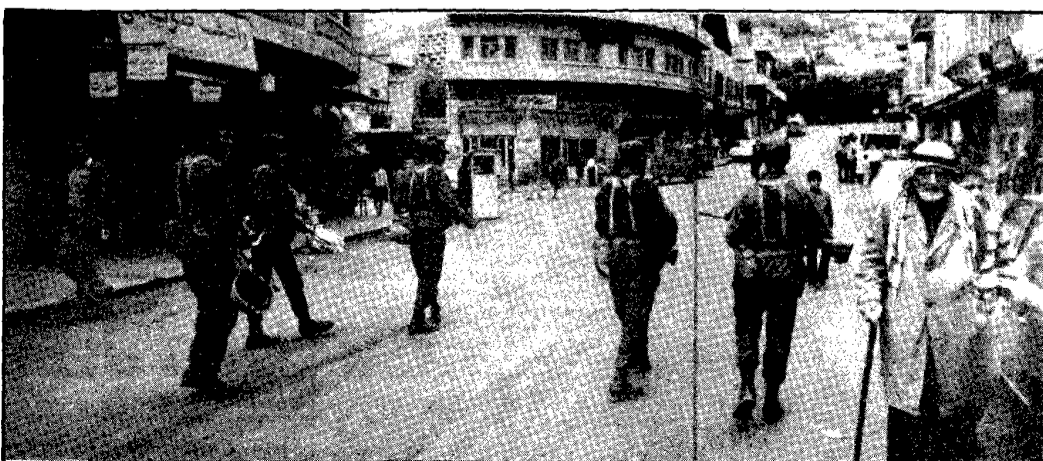
Avec l'arrivée au pouvoir du parti Likkud, qui a succédé au gouvernement travailliste — parti, qui sous la conduite de Begin était entré en campagne électorale avec un programme réclamant la conservation du contrôle israélien sur la rive occidentale et la continuation de la colonisation des territoires occupés, qualifiés par Begin de territoires «libérés» — de nouvelles colonies rurales et urbaines apparaissent.



MOHAMMED MILHEM
Maire de Halhoul
orientale de Jérusalem. (...)

ÉDUCATION

Alors que les écoles de Jérusalem ont été forcées d'adopter le programme israélien — ce qui exclut les étudiants du système d'éducation arabe et les empêche d'entrer dans des universités arabes et de trouver un emploi dans des pays arabes — les écoles d'état de la rive orientale se tiennent toujours au programme jordanien. Or, bien qu'officiellement les écoles d'état jordanienne sur la rive occidentale respectent le programme d'état jordanien, le programme scolaire a été modifié par l'interdiction de certains manuels et l'omission de certaines parties dans d'autres livres. Les omissions ne concernent pas uniquement les textes historiques et politiques. Aussi a-t-on souvent coupé des textes traitant de valeurs traditionnelles et culturelles. Dernièrement, en janvier 1977,



Un jour, à Naplouse

Le visage quotidien